

La France est entrée en récession début 2013

Consommation atone, production au point mort, investissements en recul : le déplacement de François Hollande hier à Bruxelles coïncidait avec des mauvais chiffres

La Commission européenne a salué hier l'engagement de la France de mener d'ambitieuses réformes structurelles de son économie, prix à payer pour obtenir un délai de deux ans pour revenir à un déficit inférieur à 3 % du PIB. La santé économique du pays, qui vient d'entrer en récession, a constitué le plat de résistance du déjeuner entre François Hollande, José Manuel Barroso et l'ensemble des commissaires européens.

« Nous savons qu'il y a aujourd'hui une volonté de poursuivre des réformes ambitieuses, pour la compétitivité », a déclaré José Manuel Barroso. « Je suis vraiment rassuré car le président de la France l'a lui-même dit. »

« Je soigne l'économie » assure le chef de l'Etat

Commentant le délai que Paris devrait obtenir pour réduire son déficit à 3% du PIB fin 2015, au lieu de l'échéance de 2013 initialement prévue, le président de la Commission a assuré qu'« il n'y a pas là un traitement exceptionnel pour la France, il n'y a pas là des faveurs ».

« Nous partageons la même analyse », a-t-il dit. « Ces deux années, si elles sont confirmées, notamment après par les États membres, devront être mises à profit pour accélérer les réformes structurelles dont dépend la croissance de demain. »

« L'économie française doit enrayer sa perte de compétitivité pour créer croissance et emplois », a ajouté José Manuel Barroso.



François Hollande a confirmé pour sa part que « le temps qui est donné doit être mis au service de réformes de compétitivité et donc de croissance ». Dans son esprit, une consolidation des réformes s'impose « non parce que l'Europe nous le demanderait mais parce que c'est l'intérêt de la France ».

« Je soigne l'économie française pour qu'elle puisse repartir », a dit le chef de l'Etat. « Je fais en sorte qu'on puisse prendre les bons instruments, utiliser les bons outils pour qu'on puisse repartir. » François Hollande

a cité les réformes de la formation professionnelle, des retraites et de l'indemnisation chômage, qui feront toutes l'objet de négociations avec les partenaires sociaux.

La Commission européenne dira le 29 mai ce qu'elle attend de la France en échange d'un sursis de deux ans. Le déplacement de François Hollande à Bruxelles a coïncidé avec la publication des chiffres de l'Insee démontrant que la France était entrée en récession au premier trimestre, victime d'une consommation des ménages atone, d'une produc-

tion au point mort et d'investissements en recul, sur fond de déprime de la zone euro. Le produit intérieur brut (PIB) s'est contracté de 0,2% sur les trois premiers mois de l'année après avoir déjà enregistré une baisse d'une ampleur similaire au dernier trimestre 2012, selon les premiers résultats des comptes nationaux publiés hier par l'Insee.

Pour Fillon, il existe « un problème français »

Le chiffre publié ne change pas fondamentalement la donne d'une économie française au point mort depuis début 2012 mais met sous tension l'objectif, déjà faible, du gouvernement pour 2013 (+0,1%).

« Ce qui est probable c'est que la croissance sera nulle en 2013 et qu'elle ne sera pas supérieure dans le reste de l'Europe, elle sera même inférieure », a souligné François Hollande.

De son côté, l'ancien Premier ministre François Fillon a estimé qu'il existait un « problème français ». « Nous avions engagé avec Nicolas Sarkozy un effort pour améliorer la compétitivité française (...) Le gouvernement de François Hollande a stoppé toutes ces réformes, les a annulées et ne les a remplacées par aucune initiative réelle en matière de compétitivité, donc la France est entrée en récession », a-t-il dit sur le site lopinion.fr, passant toutefois sous silence « l'aggravation de la dette publique de 600 milliards d'euros » que ne manque jamais de lui reprocher le gouvernement socialiste.

« La récession durera tant que dureront les politiques d'austérité »

Professeur des Universités, Jean-Luc Gaffard est aussi directeur du département de recherche sur l'innovation et la concurrence de l'Observatoire Français des conjonctures économiques (OFCE). Il nous livre son analyse de la situation.

Cette entrée en récession était-elle prévisible ?

Oui, on la sentait venir. J'explique d'ailleurs depuis des mois, comme mes collègues de l'OFCE,

que cette récession était inévitable dès lors qu'étaient poursuivies les politiques d'austérité européennes. La demande publique est bridée et cela affaiblit d'autant la croissance. La France est touchée aujourd'hui, mais la croissance baisse aussi en Allemagne et ce pays n'est pas à l'abri lui aussi de la récession.

Cela peut-il durer longtemps ?

Oui, si l'on ne stoppe pas rapidement l'enchaînement négatif de ces politiques d'austérité et si l'on n'obtient pas des délais supplémentaires de l'Europe pour rétablir les comptes publics.

Le gouvernement ne se voile-t-il pas la face en maintenant sa prévision de croissance à 0,1% sur l'année 2013 ?

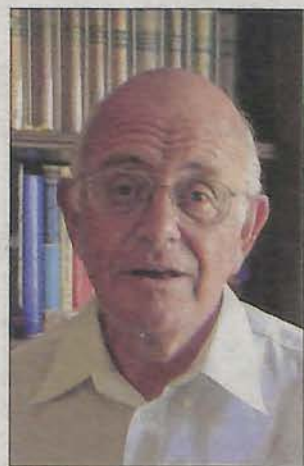
C'est utopique. Mais c'est normal qu'il maintienne cette volonté pour ne pas

ajouter à la morosité ambiante.

Le plus grave n'est-il pas le recul historique du pouvoir d'achat à 0,9% l'an dernier ?

C'est vrai et c'est totalement lié à la pression fiscale. Mais ce n'est pas le seul fait du gouvernement actuel. Le précédent avait lui aussi déjà engagé cette pression fiscale aux effets désastreux.

RECUEILLI PAR CH.H



Jean-Luc Gaffard.

(DR)